



**CCI LYON METROPOLE  
SAINT-ETIENNE ROANNE**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

#### **Appel d'offres ouvert**

Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5  
du Code de la commande publique.

---

### **MARCHE N°25LM0AO**

### **PRESTATIONS D'ENTRETIEN D'ESPACES VERTS DES SITES DE LA CCI LYON METROPOLE SAINT-ETIENNE ROANNE**

---

#### **POUVOIR ADJUDICATEUR CCI LYON METROPOLE SAINT-ETIENNE ROANNE**

Place de la Bourse  
69289 LYON CEDEX 02  
Tél : 04 72 11 33 47

<https://www.lyon-metropole.cci.fr>

Profil Acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)  
Cellule régionale de la commande publique : [marches@lyon-metropole.cci.fr](mailto:marches@lyon-metropole.cci.fr)

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 - Durée du contrat.....	5
5.2 – Démarrage des prestations.....	5
5.3 - Reconduction.....	5
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
6.3 Clause butoir.....	6
6.4 Clause de sauvegarde.....	6
7 - Garanties Financières.....	7
8 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement.....	8
9.4 - Paiement des cotraitants.....	8
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
11 - Développement durable.....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	10
12.1 - Vérifications.....	10
12.2 - Décision après vérification.....	10
13 - Pénalités.....	11
13.1 - Pénalités de retard.....	11
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	11
14 - Assurances.....	11
15 - Clause de réexamen.....	12
16 - Résiliation du contrat.....	13
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	13
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	13
17 - Règlement des litiges et langues.....	14
18 - Dérogations.....	14
19 - Clauses techniques particulières.....	15
19.1 - Lot 1 – Hub des Sécurités.....	15
19.2 - Lot 2 – Délégation de Saint- Etienne.....	20
19.3 - Lot 3 – Délégation de Roanne / Neulise / Marne.....	21

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :  
PRESTATIONS D'ENTRETIEN D'ESPACES VERTS DES SITES DE LA CCI LYON METROPOLE SAINT-ETIENNE ROANNE

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

- Les prestations d'intervention récurrentes sont à prix forfaitaires.
- Les prestations supplémentaires ou ponctuelles font l'objet de bons de commandes sur la base des prix unitaires, ou de devis spécifiques le cas échéant.

Lieu(x) d'exécution :

Lot	Adresse	Contact
Lot 1 - HUB DES SECURITES	- 23 avenue de Collongues 69130 Ecully	M. Roche-Thynn PUTH 06 59 40 81 52 <a href="mailto:r.puth@lyon-metropole.cci.fr">r.puth@lyon-metropole.cci.fr</a>
Lot 2 - DÉLÉGATION DE SAINT-ETIENNE	- 57 Cours de Fauriel 42024 Saint-Etienne Cedex	M. Lucas BADIOU 04 77 43 04 89 <a href="mailto:l.badion@lyon-metropole.cci.fr">l.badion@lyon-metropole.cci.fr</a>
Lot 3 – DELEGATION ROANNE / NEULISE / MARNE	- Site 1 4 rue Marengo 42 300 Roanne - Site 2 ZI Jacquins 47 voie des artistes 42 590 Neulise - Site 3 Avenue de la Marne 42 300 Roanne	M. Guy SEROL 06 08 60 55 31 <a href="mailto:g.serol@lyon-metropole.cci.fr">g.serol@lyon-metropole.cci.fr</a>
Lot 4 - BNE (Banc National d'Epreuve)	- ZI Molina la Chazotte 5 rue de Meons 42 004 Saint-Etienne Cedex - 12 rue de Meons 42 000 Saint-Etienne	M. Cédric MARCON 04 77 25 82 59 <a href="mailto:cedric-marcon@banc-epreuve.fr">cedric-marcon@banc-epreuve.fr</a>

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	HUB SECURITES
02	DELEGATION SAINT ETIENNE
03	DELEGATION ROANNE / NEULISE / MARNE
04	BNE

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### **1.3 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec maximum de 240 000 € HT pour 4 ans est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- La décomposition des prix forfaitaires (DPF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commandes
- Les éventuels avenants survenant en cours d'exécution de marché

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

### **5.2 – Démarrage des prestations**

#### **Pour les lots 1-2-3**

La date prévisionnelle de début des prestations est le 16/06/2025.

#### **Pour le Lot 4 BNE**

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/01/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **5.3 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations du bordereau de prix.

- Les prestations d'intervention régulières sont à prix forfaitaires.
- Les prestations supplémentaires ou ponctuelles feront l'objet de bons de commandes.

Les prix comprennent l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules
$Cn = 100\% (EV4 (n) / EV4 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
EV4	Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010

### 6.3 Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de la révision des prix sera limitée à une augmentation de 3 % maximum par an. En cas de dépassement des 3%, l'augmentation doit être dûment justifiée, et pourra faire l'objet le cas échéant d'un accord avec le pouvoir adjudicateur.

### 6.4 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application d'une nouvelle révision, lorsque l'augmentation conduit à dépasser le seuil de 6 % sur la durée du marché.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme **E-ATTESTATIONS** mise à disposition gratuitement par la CCI, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de production des pièces sur E-attestations, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002170200019
- Code service : ETB 100
- Numéro d'engagement juridique : 25LM05AO

Contact comptabilité facturation : [fournisseurs-lyon@auvergne-rhone-alpes.cci.fr](mailto:fournisseurs-lyon@auvergne-rhone-alpes.cci.fr)

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

- En phase consultation : demande de compléments, rejets, attribution du marché,
- En phase exécution : les éventuels avenants, et les échanges liés à des difficultés d'exécution.

En revanche, la notification des bons de commande ne sera pas effectué par le biais du profil d'acheteur.



## **Processus de remplacement d'une personne nommément désignée**

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

## **Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :**

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

## **Interlocuteur unique :**

Le Titulaire désigne un interlocuteur responsable des prestations pour le marché, et le cas échéant, pour chaque site. En cas de changement d'interlocuteur, le titulaire doit expressément en informer le référent du site concerné.

## **Planning prévisionnel :**

L'interlocuteur du titulaire convient, dans les dix (10) jours à compter de la date de notification de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, d'un rendez-vous avec le référent de chaque site pour définir clairement :

- l'exécution pratique des prestations ;
- l'établissement d'un planning prévisionnel d'intervention comprenant entre autres, les jours et les créneaux horaires d'intervention.

## **Fermeture des sites :**

Les périodes de fermetures estivales et hivernales seront précisées en amont par les référents des différents sites.

Aucune intervention ne s'effectue les samedis, dimanches et jours fériés, sauf spécification particulière ou demande expresse du site concerné.

De plus, dans le cas d'une fermeture en cours d'année, quelle que soit la période, le site bénéficiaire doit en informer le titulaire au minimum quinze (15) jours auparavant. Aucune prestation n'est réalisée pendant cette fermeture. Il en est de même en cas de pont ou de week-end prolongé.

## **Plan de prévention des risques :**

Avant le début d'exécution du marché, l'interlocuteur du titulaire prend rendez-vous avec chaque référent de site afin d'établir un plan de prévention des risques (tenue du personnel, usage des matériels et des produits, locaux mis à disposition...).

## **Tenue du personnel :**

Le personnel intervenant sur site doit porter une tenue distinctive avec le nom de la société de façon à favoriser l'identification visuelle du personnel intervenant.

## **Réunions de suivi :**

La périodicité des réunions de suivi associant les référents des sites bénéficiaires, et le titulaire sera, au minimum, annuelle ou plus fréquemment si nécessaire.

## **Interventions :**

Le titulaire confirmera à chaque référent, au minimum 15 jours à l'avance, la date de son intervention. Le jour venu le chef d'équipe fera un point avec le référent avant le début de l'intervention.

**Annulation :**

En cas d'annulation d'une intervention, le titulaire notifiera le référent du site, au plus tard 48h à l'avance, et reprogrammera une nouvelle intervention dans les 7 jours ouvrés suivant la date initialement prévue.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire doit fournir les produits nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Dès lors qu'un produit écolabel ou équivalent existe, il doit être utilisé par le titulaire.

L'utilisation de produits phytosanitaires doit être proscrite dans la mesure du possible : le candidat doit préciser l'usage qui en est fait et les mesures prises pour les éviter.

Le titulaire doit fournir une fiche technique et une fiche de données sécurité correspondantes pour chaque produit utilisé pour le marché ainsi que les références aux écolabels ou équivalents de ces produits.

Les fournitures, les produits et matériels utilisés, doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire doit tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer.

Les matériels utilisés doivent respecter au maximum l'environnement.

Les solutions proposées pour l'élimination des déchets verts doivent privilégier les méthodes suivantes :

- valorisation,
- recyclage.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

A l'issue de chaque prestation, la qualité des prestations sera appréciée d'une manière générale par l'examen des lieux en présence de la personne référente de chaque site et un bon d'intervention sera signé.

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 13 - Pénalités

### 13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

Obligations du titulaire	Faits générateurs	Pénalité forfaitaire
Prise en charge des sites ; démarrage des prestations	Absence de prise en charge d'un site dans les délais	250€
Planification des visites	Absence de notification de date d'intervention	50€
Signature d'un bon d'intervention	Absence de bon d'intervention signé par la CCI	250€
Notification d'annulation	Absence de notification d'annulation	50€
Reprogrammation intervention	Pas d'intervention dans les 7 jours ouvrés suite à une annulation	100€
	Pas d'intervention dans les 15 jours ouvrés suite à une annulation	200€
	Pas d'intervention dans les 30 jours ouvrés suite à une annulation	500€
Intervention hors-forfait	Absence de devis sous 30 jours	100€
Exécution prestation	Exécution incomplète et absence de nouvelle intervention sous 7 jours ouvrés pour terminer la prestation	250€
	Mauvaise exécution (non-respect du cahier des clauses techniques particulières)	250€
Obligations Contractuelles	Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	100 €
Equipements de protection individuelle	Absence de port de vêtements de travail ou équipements de protection Individuelle	100 €
Sécurité	Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	100 €

### 13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

### **Ajout d'un ou plusieurs sites**

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut ajuster son besoin en ajoutant des sites au périmètre initial. Dans ce contexte, le titulaire s'engage à accepter toute évolution du périmètre du marché, incluant l'ajout de nouveaux sites en cours d'exécution.

Pour chaque site supplémentaire, le pouvoir adjudicateur fournira un « Descriptif du site » et une nouvelle « description des espaces verts », qui seront transmis au titulaire pour qu'il réalise le chiffrage correspondant.

Le chiffrage par le titulaire sera effectué en appliquant les prix définis dans le « Bordereau des prix » de l'accord-cadre.

### **Prestations complémentaires sur devis**

Dans le cadre d'un devis avant une commande, et pour répondre au besoin du pouvoir adjudicateur, ce dernier peut demander au titulaire les modifications suivantes :

- l'ajout de prestations ne figurant pas au marché ;
- le remplacement de prestations initialement prévues au marché par des prestations non prévues au marché ;

Les modifications peuvent concerner plantation d'arbres, arbustes, aménagements des espaces verts, prestations de services.

En tout état de cause, les modifications demandées doivent être conformes à l'objet du marché et ne pas le modifier substantiellement.

Les modifications demandées donnent lieu à l'établissement d'un devis préalable par le titulaire. Ce devis, daté et signé par le titulaire. La durée de validité du devis est indiquée sur celui-ci.

### **Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et normative**

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des prestations figurant au bordereau de prix, et/ou en l'ajout d'une ou plusieurs prestations non prévues au bordereau de prix.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des prestations.

## **16 - Résiliation du contrat**

### ***16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre***

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### ***16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire***

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 - Dérogations**

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

## 19 - Clauses techniques particulières

### 19.1 - Lot 1 – Hub des Sécurités

#### PERIODICITE DES PRESTATIONS ANNUELLES

PRESTATIONS ANNUELLES	QUANTITES MINIMUM CCI
TONTE DES PELOUSES	10
TAILLE DES HAIES	2
TAILLE DES ARBUSTES	2
RAMASSAGE DES FEUILLES MORTES	3
DESHERBAGE MANUEL ET/OU ROTOFIL REALISE SUR LES ZONES MINERALISEES, ALLEES, PIEDS DE BATIMENT, BORDURES, PARKING ET MASSIFS. ZERO PHYTO	6
DEMOUSSAGE ET NETTOYAGE TERRAIN TENNIS	1
ENTRETIEN TOITURE VEGETALISE	1
FAUCHAGE, NETTOYAGE SOUS-BOIS	2

#### DETAIL DES PRESTATIONS

Le prestataire devra programmer les interventions à l'année et confirmer au référent 15 jours à l'avance les dates d'intervention.

##### ➤ **TONTE DES PELOUSES**

Les tontes seront effectuées avec un engin mécanique adapté à la configuration des lieux et conforme à la réglementation. A l'occasion de l'intervention, il sera fait le nombre de passages nécessaires pour rendre la surface parfaitement régulière. Les bordures seront traitées à la débroussailleuse à main. Lorsque c'est nécessaire, les herbes et feuilles seront soufflées et ramassées. Les déchets de tonte devront être évacués.

##### ➤ **TAILLE DES HAIES / DES ARBUSTES**

Cette prestation sera assurée avec un engin mécanique ou manuel suivant le nombre de passages prévus. Elle comporte le rabattage si nécessaire des haies et des branches permettant d'assurer une sécurité suffisante pour les véhicules et les piétons. Elle comporte également les haies de végétaux de faible taille, le griffage du terrain et l'évacuation des mauvaises herbes.

##### ➤ **RAMASSAGE DES FEUILLES MORTES ET VEGETAUX**

Le prestataire aura à sa charge l'évacuation dans une déchetterie ou dans un lieu approprié de tous les végétaux retirés sur site.

##### ➤ **TRAITEMENT PAR DESHERBANT ECOLOGIQUE**

Cette prestation sera assurée manuellement avec un produit adapté afin de ne pas détériorer les végétaux situés aux abords. A l'issue du traitement un arrachage sera prévu pour l'enlèvement des végétaux morts. En cas de détérioration des végétaux situés aux abords, le prestataire aura à sa charge leur remplacement.

##### ➤ **ENTRETIEN DES TENNIS**

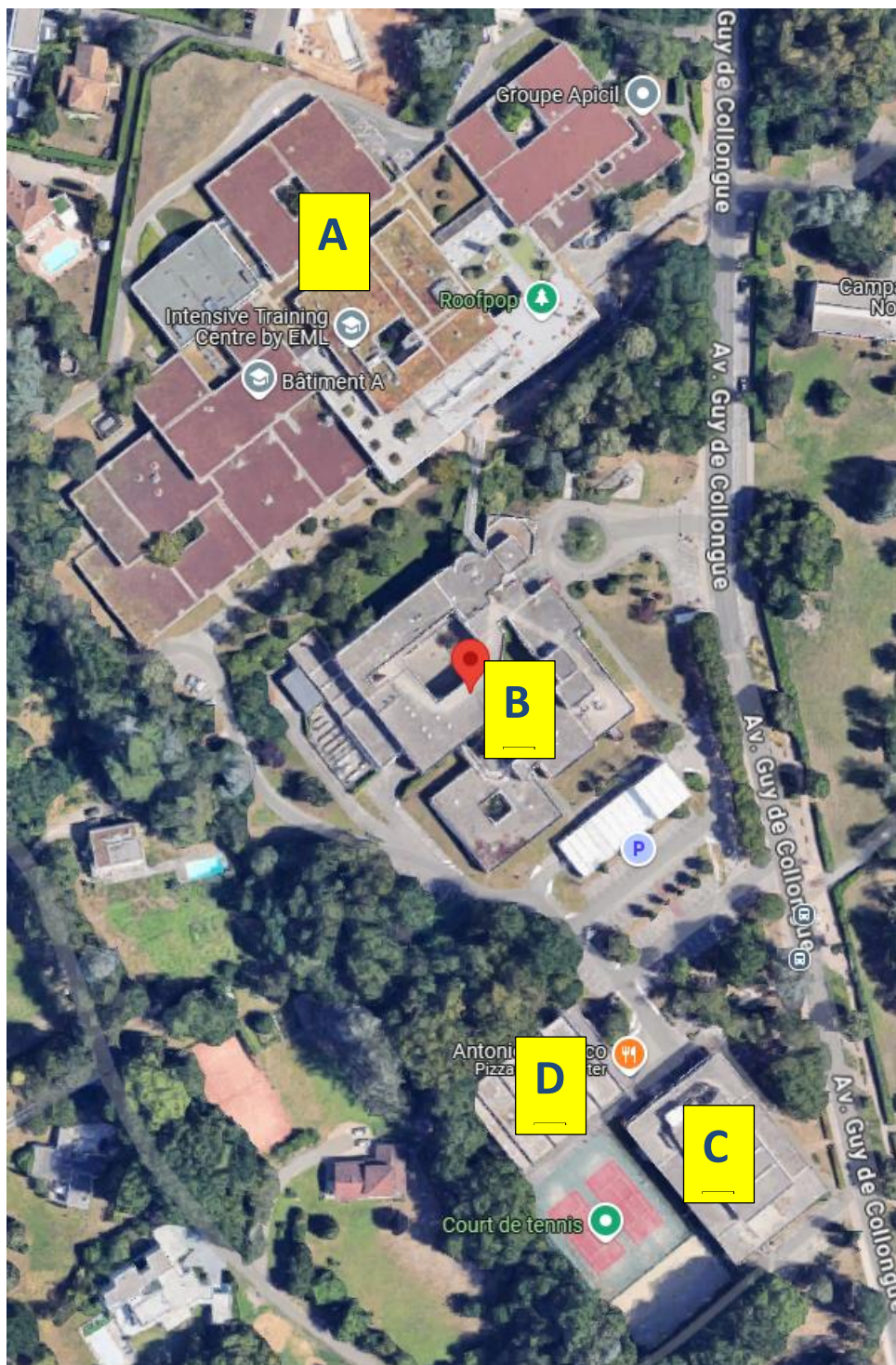
- Démoussage
- Nettoyage

##### ➤ **EVACUATION DECHETS**

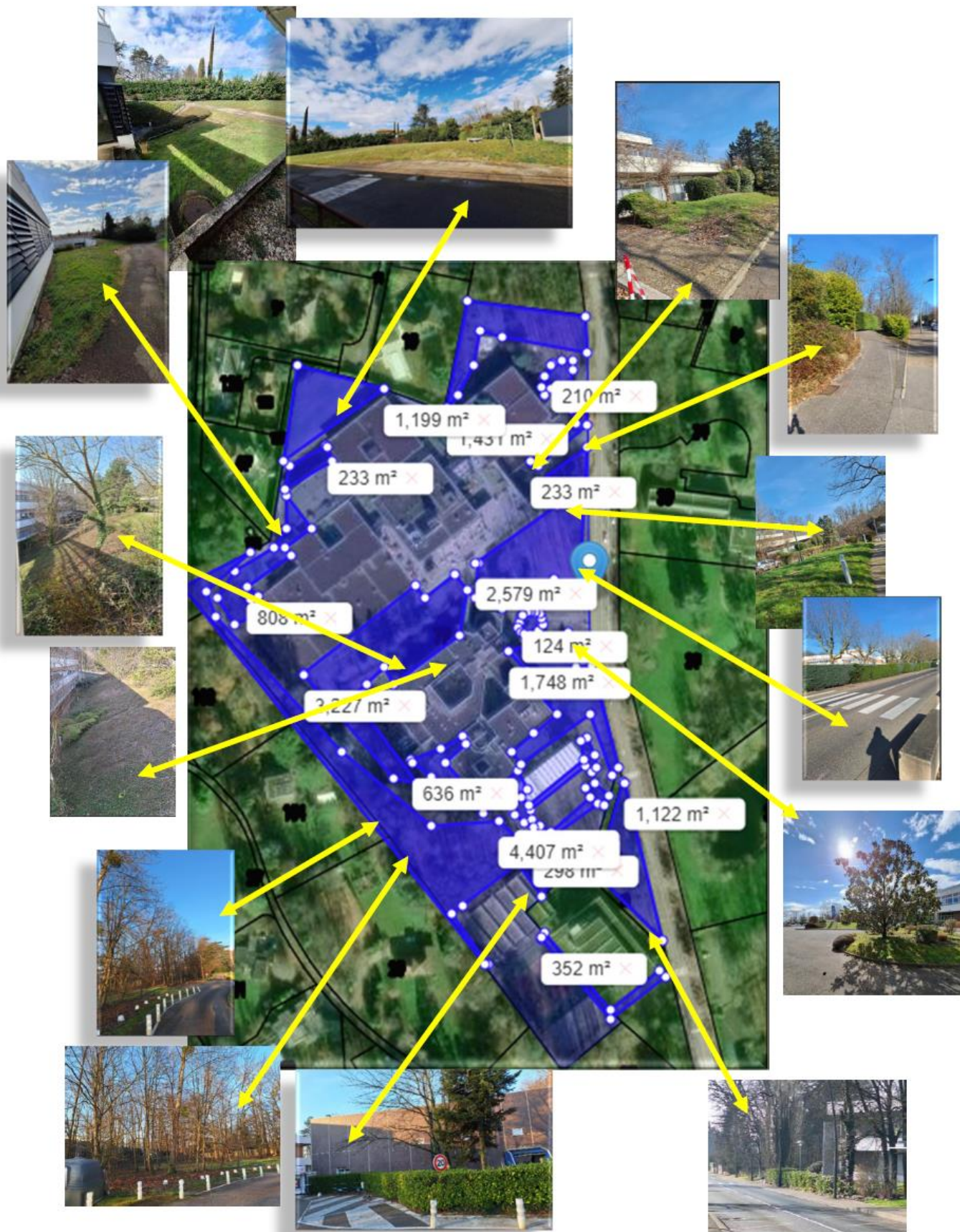
A chaque intervention, tous les déchets devront être évacués par le prestataire.



Espaces à entretenir autour des bâtiments A – B – C – D (Gymnase) = 20 000 m<sup>2</sup>





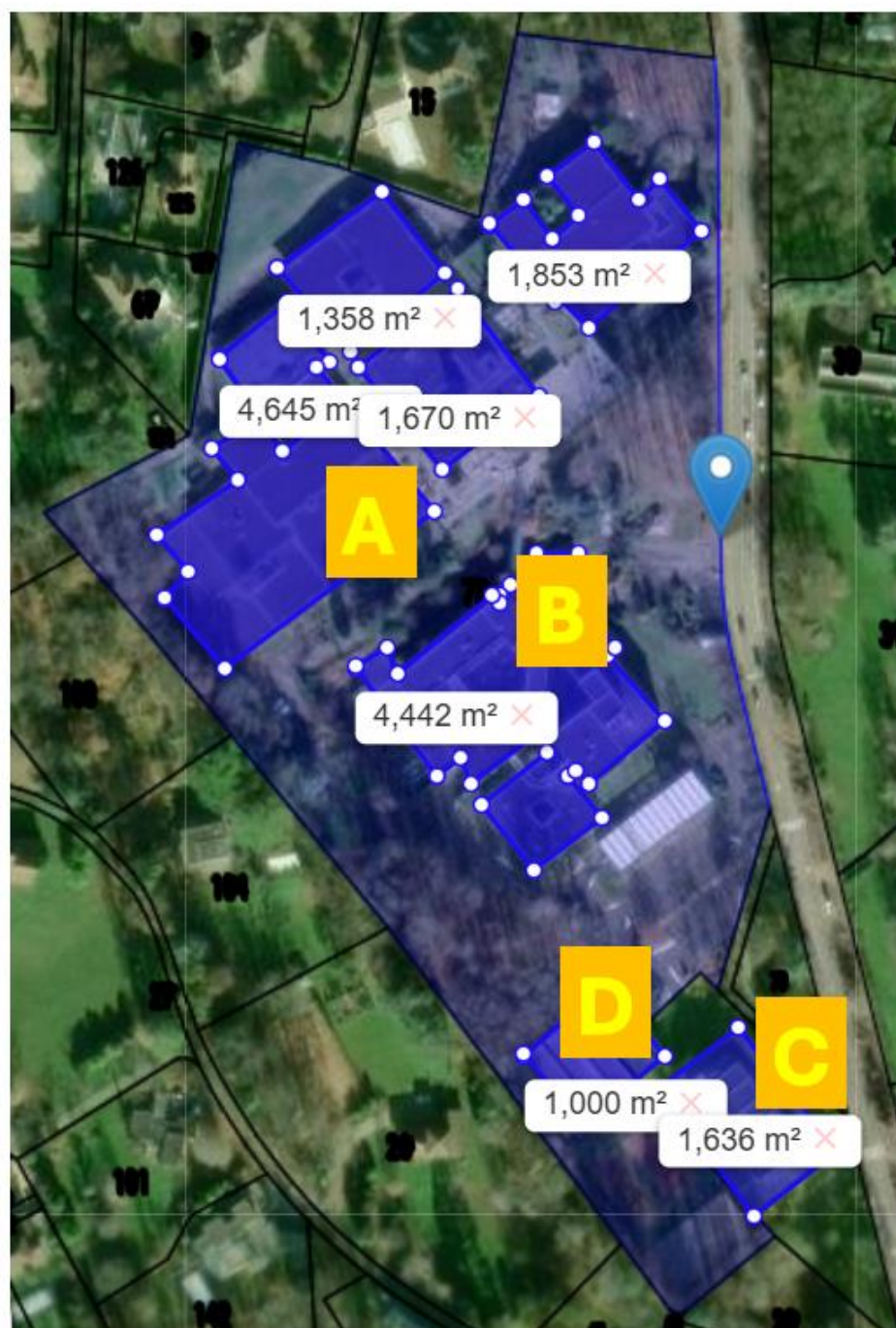




Espaces à entretenir autour Parking Saint Louis = 1326 m<sup>2</sup>



# TOITURES



**A 9 526 m²**

**B 4 442 m²**

**C 1 636 m²**

**D 1 000 m²**

**Total  
16 604 m²**

## 19.2 - Lot 2 – Délégation de Saint- Etienne

### **PERIODICITE DES PRESTATIONS ANNUELLES**

<b>PRESTATIONS ANNUELLES</b>	<b>QUANTITES MINIMUM</b>
TAILLE DES ARBUSTES & ARBRES FRUITIERS	2
DESHERBAGE MANUEL ET/OU ROTOFIL REALISE SUR LES ALLEES ET ABORDS TERRASSE	4

### **DETAIL DES PRESTATIONS**

Le prestataire devra programmer les interventions à l'année et confirmer aux référents 15 jours à l'avance les dates d'intervention.

#### ➤ **TAILLE DES HAIES / DES ARBUSTES (*Lonicera maigrum*)**

Cette prestation sera assurée avec un engin mécanique ou manuel suivant le nombre de passages prévus. Elle comporte le rabattage si nécessaire des haies et des branches permettant d'assurer une sécurité suffisante pour les véhicules et les piétons. Elle comporte également les haies de végétaux de faible taille, le griffage du terrain et l'évacuation des mauvaises herbes.

#### ➤ **TRAITEMENT PAR DESHERBANT ECOLOGIQUE ET/OU MECANIQUE**

Cette prestation sera assurée manuellement avec un produit adapté afin de ne pas détériorer les végétaux situés aux abords ou mécaniquement. A l'issue du traitement un arrachage sera prévu pour l'enlèvement des végétaux morts. En cas de détérioration des végétaux situés aux abords, le prestataire aura à sa charge leur remplacement.

#### ➤ **EVACUATION DECHETS**

A chaque intervention, tous les déchets devront être évacués par le prestataire.

La visite du site est facultative. Les candidats peuvent se rendre sur site seuls, car le lieu est accessible. Cependant, le candidat retenu devra effectuer cette visite avant le début de l'exécution de la prestation.



### 19.3 - Lot 3 – Délégation de Roanne / Neulise / Marne

#### Site 1 : 4 rue Marengo 42300 Roanne

PRESTATIONS ANNUELLES SITE 1	QUANTITES MINIMUM
TAILLE DES ARBUSTES & JARDINIERES	1
DESHERBAGE ET BECHAGE MASSIFS ET JARDINIERES, DEMOUSSAGE ET PASSAGE DE BROUSSE EN PERIPHERIE DU BATIMENTS	1

#### ➤ TAILLE DES HAIES / DES ARBUSTES (*Lonicera maigrum*) + EVACUATION DECHETS

Cette prestation sera assurée avec un engin mécanique ou manuel suivant le nombre de passages prévus. Elle comporte le rabattage si nécessaire des haies et des branches permettant d'assurer une sécurité suffisante pour les véhicules et les piétons. Elle comporte également les haies de végétaux de faible taille, le griffage du terrain et l'évacuation des mauvaises herbes.

#### ➤ TRAITEMENT PAR DESHERBANT ECOLOGIQUE ET/OU MECANIQUE + EVACUATION DECHETS

Cette prestation sera assurée manuellement avec un produit adapté afin de ne pas détériorer les végétaux situés aux abords ou mécaniquement. A l'issue du traitement un arrachage sera prévu pour l'enlèvement des végétaux morts. En cas de détérioration des végétaux situés aux abords, le prestataire aura à sa charge leur remplacement.



## Site 2 : ZI Jacquins 47 voie des artistes 42590 Neulise

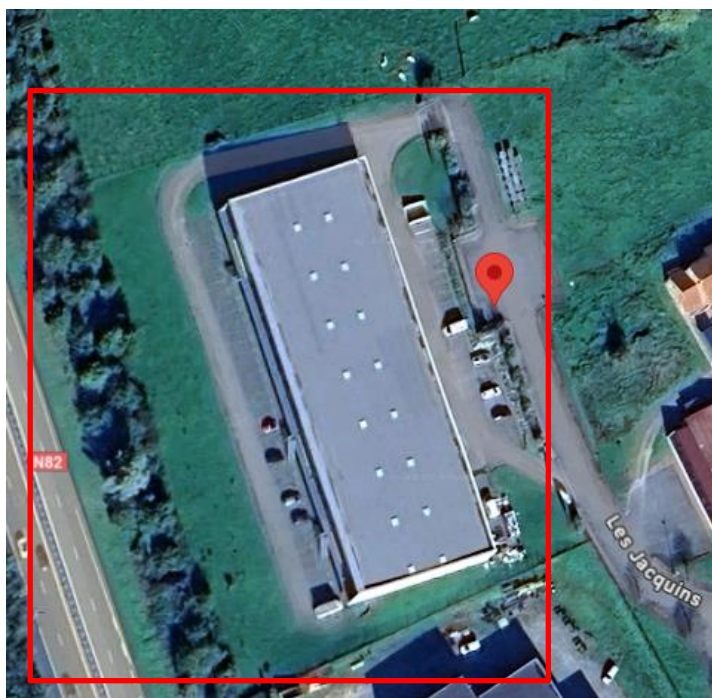
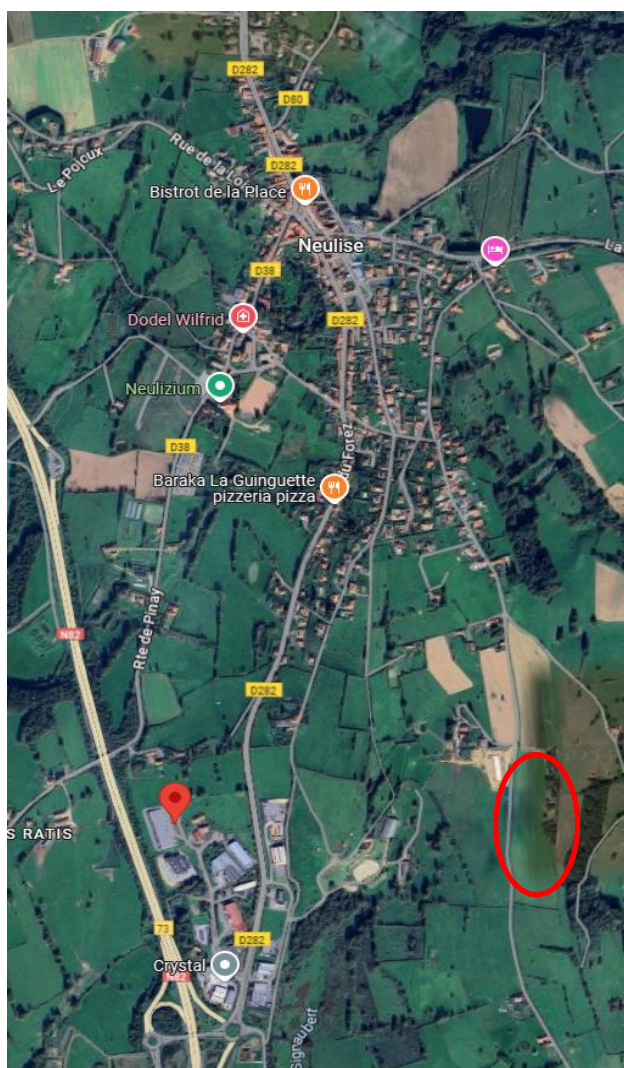
PRESTATIONS ANNUELLES SITE 2	QUANTITES MINIMUM
TONTE DES PELOUSES	8
TAILLE DES ARBUSTES & ARBRES FRUITIERS	1

### ➤ TONTE DES PELOUSES + EVACUATION DECHETS

Les tontes seront effectuées avec un engin mécanique adapté à la configuration des lieux et conforme à la réglementation. A l'occasion de l'intervention, il sera fait le nombre de passages nécessaires pour rendre la surface parfaitement régulière. Les bordures seront traitées à la débroussailleuse à main. Lorsque c'est nécessaire, les herbes et feuilles seront soufflées et ramassées. Les déchets de tonte devront être évacués.

### ➤ TAILLE DES HAIES / DES ARBUSTES + EVACUATION DECHETS

Cette prestation sera assurée avec un engin mécanique ou manuel suivant le nombre de passages prévus. Elle comporte le rabattage si nécessaire des haies et des branches permettant d'assurer une sécurité suffisante pour les véhicules et les piétons. Elle comporte également les haies de végétaux de faible taille, le griffage du terrain et l'évacuation des mauvaises herbes.





### Site 3 : Avenue de la Marne 42300 Roanne

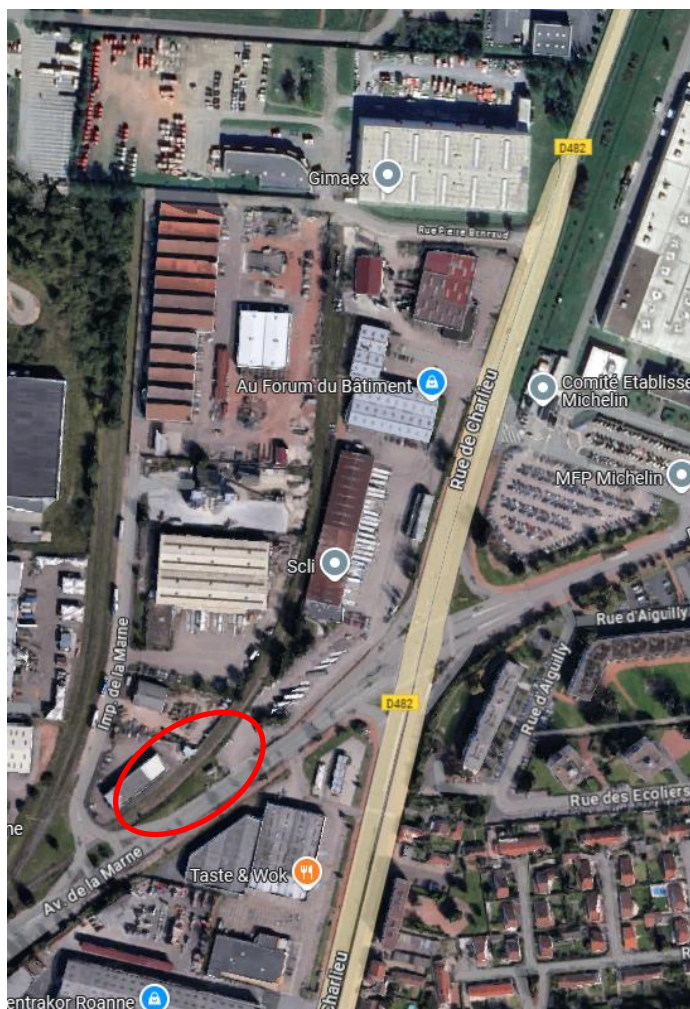
PRESTATIONS ANNUELLES SITE 3	QUANTITES MINIMUM
TONTE	6
DESHERBAGE MANUEL ET/OU ROTOFIL	4

#### ➤ TONTE DES PELOUSES + EVACUATION DECHETS

Les tontes seront effectuées avec un engin mécanique adapté à la configuration des lieux et conforme à la réglementation. A l'occasion de l'intervention, il sera fait le nombre de passages nécessaires pour rendre la surface parfaitement régulière. Les bordures seront traitées à la débroussailluse à main. Lorsque c'est nécessaire, les herbes et feuilles seront soufflées et ramassées. Les déchets de tonte devront être évacués.

#### ➤ TAILLE DES HAIES / DES ARBUSTES + EVACUATION DECHETS

Cette prestation sera assurée avec un engin mécanique ou manuel suivant le nombre de passages prévus. Elle comporte le rabattage si nécessaire des haies et des branches permettant d'assurer une sécurité suffisante pour les véhicules et les piétons. Elle comporte également les haies de végétaux de faible taille, le griffage du terrain et l'évacuation des mauvaises herbes.







## 19.4 - Lot 4 – BNE

### PERIODICITE DES PRESTATIONS ANNUELLES

PRESTATIONS ANNUELLES	QUANTITES MINIMUM
TONTE - 5 300 m <sup>2</sup>	7
TAILLE DES HAIES (3 FACES)	1
PASSAGE DU GYROBROYEUR - 7 100 m <sup>2</sup>	2
DESHERBAGE MECANIQUE	5
TONTE (Couloir entre le BNE et l'entreprise Stronglight)	1
TONTE (12 route de Méons)	2
TAILLE DES HAIES (12 route de Méons)	1

### DETAIL DES PRESTATIONS

Le prestataire devra programmer les interventions à l'année et confirmer au référent 15 jours à l'avance les dates d'intervention. Le prestataire devra prévoir minimum 2 personnes sur site lors des interventions.

#### ➤ **TONTE DES PELOUSES**

Les tontes seront effectuées avec un engin mécanique adapté à la configuration des lieux et conforme à la réglementation. A l'occasion de l'intervention, il sera fait le nombre de passages nécessaires pour rendre la surface parfaitement régulière. Les bordures seront traitées à la débroussailluse à main. Les déchets d'herbe coupée peuvent être laissés sur place à l'endroit désigné.

#### ➤ **TAILLE DES HAIES (Cypres Leylandii)**

Cette prestation sera assurée avec un engin mécanique ou manuel suivant le nombre de passages prévus. Elle comporte le rabattage si nécessaire des haies et des branches permettant d'assurer une sécurité suffisante pour les véhicules et les piétons. Elle comporte également les haies de végétaux de faible taille, le griffage du terrain et l'évacuation des déchets.

#### ➤ **PASSAGE GYROBROYEUR**

La technique du gyrobroyage permet un nettoyage des espaces entre les arbres.

Le gyrobroyage est un processus mécanisé qui transforme les arbustes et la végétation s'étant développés entre les arbres à un état naturel de terre et copeaux. Le prestataire devra être équipé de son propre matériel pour effectuer cette prestation. Les déchets peuvent être laissés sur place.

#### ➤ **DESHERBAGE MECANIQUE**

Cette prestation sera assurée mécaniquement. A l'issue du traitement un arrachage sera prévu pour l'enlèvement des végétaux morts. En cas de détérioration des végétaux situés aux abords, le prestataire aura à sa charge leur remplacement.

#### ➤ **EVACUATION DECHETS**

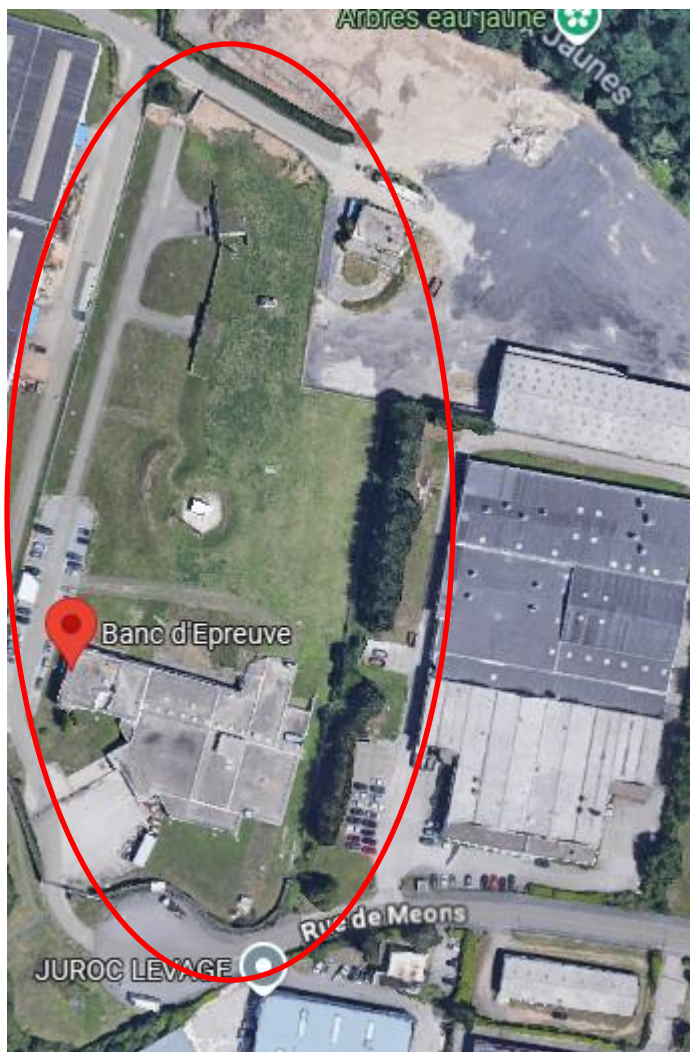
Les déchets devront être évacués par le prestataire pour la taille des haies, le reste peut être laissé sur place à l'endroit désigné.

#### ➤ **AMENAGEMENT EXTERIEUR**

Réalisation de chantiers d'aménagement extérieur :

- Création de massifs : conception, préparation du sol, plantation et entretien.
- Démontage d'arbres : abattage, dessouchage et évacuation des déchets en respectant les normes de sécurité.
- Petite maçonnerie : construction de murets, bordures.
- Création d'escaliers.
- Installation de clôtures rigides.

## Site du BNE



## Site du 12 rue Méons

